

## **Communiqué de presse**

Les personnels grévistes de l'éducation nationale de Vaulx-en-Velin réunis en Assemblée Générale font le constat alarmant d'un désengagement du service public d'éducation sur tout le territoire et dont les conséquences sont particulièrement sensibles sur Vaulx-en-Velin, de la maternelle au lycée.

### **Enfance en souffrance abandonnée**

Le secteur médico-social est en crise sur la ville de Vaulx-en-Velin :

- Le Centre Médico-Psychologique est sinistré, il ne prend plus aucun nouveau patient.
- Les enfants en situation de handicap qui devraient bénéficier d'un SESSAD (établissement de soins externalisés) doivent attendre 2 ans pour avoir une place.
- Il faut attendre aussi 2 ans pour avoir un rendez-vous chez un orthophoniste.
- Il n'y a qu'une psychologue libérale sur la ville, il n'y a aucun psycho-motricien, aucun ergothérapeute. Les familles doivent se déplacer dans une autre commune et aucune prise en charge financière n'est possible pour ce type de soins.

Pourtant, une prise en charge précoce des besoins particuliers résoudrait nombre de situations qui se dégradent par la suite. Tout repose souvent sur des Accompagnants pour les Elèves en Situation de Handicap qui ne sont pas valorisées ni recrutés en nombre suffisant. Les enfants n'ont donc pas les aides prévues. De plus, pour répartir la pénurie, des personnels AESH, habitués à travailler avec des collégiens, se retrouvent à changer des couches en maternelle.

### **Un manque d'effectifs**

Les écoles souffrent régulièrement du non-remplacement des professeurs absents en raison de recrutements très insuffisants. Là encore, les enfants sont les victimes des politiques d'austérité.

Dans les collèges et les lycées, les personnels Assistants d'Education font face à de nouvelles missions liées à la mise en place du protocole sanitaire, auxquelles il leur est impossible de faire face, en raison d'effectifs insuffisants.

### **Gestion du protocole sanitaire**

Il manque des moyens et personnels supplémentaires pour pouvoir appliquer efficacement les protocoles. Par exemple, aucun bus et local supplémentaires n'ont été prévus pour les collégiens vaudais qui mangent dans les cantines des lycées. Ils sont donc brassés dans les bus et les réfectoires, contrairement à toutes les annonces du Ministre.

### **Une politique d'éducation prioritaire remise en cause**

Les collèges et lycées de Vaulx-en-Velin accueillent un public particulièrement défavorisé socialement. De plus, le nombre d'élèves accueillis à la rentrée 2021 sera en augmentation. Malgré cela, le Rectorat annonce une forte baisse (environ un tiers) de l'Allocation Progressive de Moyens dans tous les établissements de la ville . Pourtant cette APM est censée reconnaître les difficultés particulières de ces établissements en leur accordant des moyens supplémentaires. Cette baisse aura plusieurs conséquences :

augmentation des effectifs par classe, perte de dispositifs d'accompagnement et de soutien, non-financement de projets, etc. Là encore, les élèves seront les victimes de ce manque d'ambition que traduisent ces coupes budgétaires.

Cette baisse de moyens ne peut qu'être aggravée à l'avenir par la suppression du label Education Prioritaire prévue par la Secrétaire d'Etat à l'Education Prioritaire, Nathalie Elimas. Ce label, qui garantit une équité à l'échelle nationale, serait remplacé par des contrats locaux entre établissements et rectorats. L'expérimentation mise en œuvre à la rentrée 2021 dans trois académies et sa généralisation prévue – car personne n'est dupe – revient à effacer du paysage la seule politique nationale explicitement pensée pour réduire les inégalités scolaires que subissent les plus défavorisés, comme le rappelait un rapport de 2018 de la Cour des comptes. Après 40 ans d'existence, le gouvernement veut en finir avec les Réseaux d'Education Prioritaire et c'est la formation des élèves des quartiers populaires qui en sera la première victime !

De la maternelle au baccalauréat, les élèves vaudais payent une politique à courte vue qui, au prétexte de coupes budgétaires, sacrifie leur avenir. En grève ce mardi 26 janvier, nous nous engageons pour obtenir les conditions d'apprentissage que nos élèves méritent.